



**HAL**  
open science

## La Russie puissance ?

Jean-Christophe Romer

► **To cite this version:**

Jean-Christophe Romer. La Russie puissance ?. Paix et sécurité européenne et internationale, 2017, 7. halshs-03156233

**HAL Id: halshs-03156233**

**<https://shs.hal.science/halshs-03156233v1>**

Submitted on 26 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La Russie puissance ?

Jean-Christophe Romer

Professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Strasbourg

Après une décennie d'humiliations, la Russie tente de restaurer sa puissance perdue. Les échecs relatifs de rapprochement avec l'Europe, d'abord, puis avec les Etats-Unis sous les deux premiers mandats de Vladimir Poutine, conduisent ce dernier à tenter de promouvoir, depuis 2012, un monde « post-occidental ». Le discours et la pratique russes se manifestent en premier lieu par un déni du primat occidental dans les affaires mondiales. Ce discours et cette pratique sont soutenus par des moyens essentiellement militaires croissants mais qui restent toutefois sans commune mesure avec ceux des Etats-Unis. Enfin, la Russie cherche à favoriser l'émergence de structures alternatives destinées à se substituer à celles nées à l'âge bipolaire.

After a decade of humiliations, Russia has decided to restore its power. Its attempts to get closer first to Europe then to the USA have relatively failed. This led Vladimir Putin, since 2012, to promote the idea of a « post western world ». In the discourse as well as in its practice, Russia sets forth the denial of a so called « western superiority » in world affairs. For this purpose, Russia mainly uses military means which on one hand are quickly modernized but on the other hand remain with no comparison with the ones of the USA. At last Russia sets forth the creation and the development of alternative institutions in competition with the ones established during the bipolar era.

Armement, BRICS, CEI, Chine, défense, Etats-Unis, Europe, OCS, puissance, relations internationales, Russie,

Armament, BRICS, China, CIS, defense, Europe, international relations, power, Russia, SCO, United States,

## I.Introduction

Après une décennie d'humiliations, la Russie tente de restaurer sa puissance perdue. Les échecs relatifs de rapprochement avec l'Europe, d'abord, puis avec les Etats-Unis sous les deux premiers mandats de Vladimir Poutine, conduisent ce-dernier à tenter de promouvoir, depuis 2012, un monde « post-occidental ». Le discours et la pratique russes se manifestent en premier lieu par un déni du primat occidental dans les affaires mondiales. Ce discours et ces pratiques sont soutenus par des moyens essentiellement militaires croissants mais qui restent toutefois sans commune mesure avec ceux des Etats-Unis. Enfin, la Russie cherche à favoriser l'émergence de structures alternatives destinées à se substituer à celles nées à l'âge bipolaire.

After a decade of humiliations, Russia has decided to restore its power. Its attempts to get closer first to Europe then to the USA have relatively failed. This led Vladimir Putin, since 2012, to promote the idea of a « post western world ». In the discourse as well as in its practice, Russia sets forth the denial of a so called « western superiority » in world affairs. For this purpose, Russia mainly uses military means which on one hand are quickly modernized but on the other hand remain with no comparison with the ones of the USA. At last Russia sets forth the creation and the development of alternative institutions in competition with the ones established during the bipolar era.

La Russie a été l'un des rares pays à avoir perdu, au cours du XXe siècle, son rang dans le monde, au même titre que la France ou le Royaume Uni quelque soixante ans plus tôt.

Superpuissance<sup>1</sup> crainte à l'époque soviétique, elle se retrouve affaiblie et privée d'une partie de son territoire impérial équivalent à neuf fois la France (5 millions de km<sup>2</sup>). Pour Moscou, comme en son temps pour Londres ou surtout Paris, le choc fut grand et difficile l'acceptation de ce changement de statut international. Après la politique pour le moins erratique menée sous la présidence Eltsine, l'accession au pouvoir d'un jeune et sportif président a permis aux Russes retrouver l'espoir

Ce n'est plus un mystère pour personne que la Russie cherche, depuis 2000, c'est-à-dire depuis la première élection de Vladimir Poutine au Kremlin, à restaurer sa puissance perdue et que, au gré de ses trois mandats, les moyens mis en œuvre ont varié. Mais de quelle puissance s'agit-il ? On s'est en effet souvent trompé sur la nature de la puissance tant soviétique hier, que russe avant-hier comme aujourd'hui. C'est pourquoi, avant de s'interroger, sur le présent et les perspectives qui peuvent s'offrir à la Russie tant en matière de puissance que de moyens au service de cette puissance, il convient de rappeler quelques critères classiques de la définition de la puissance et de son application à la Russie.

A titre de simple rappel, on mentionnera la synthèse de Raymond Aron qui estime que la puissance allie trois critères : l'espace, les ressources et la capacité d'action collective<sup>2</sup> et l'on peut considérer qu'il existe plusieurs formes d'identification de la puissance non exclusives les unes des autres mais qui, parfois sont malheureusement confondues : en fonction de l'ampleur de l'influence qu'elles exercent, et en fonction de l'espace géographique sur lequel s'exerce cette influence et qui ne peut être dissocié des moyens qui lui permettent de l'exercer. Il est généralement convenu<sup>3</sup> que, de par le monde, l'on a affaire à trois catégories de puissance par la taille : les grandes, les moyennes et les petites. Les grandes sont celles qui ont les moyens d'imposer leur volonté à un nombre important d'Etats, les petites sont celles qui ne disposent pas de ces moyens et les puissances moyennes se situent entre les deux. Cette typologie se distingue de celle qui prend en compte l'espace d'exercice de la puissance. Une puissance mondiale n'a pas de limite géographique à sa capacité d'influence pas plus qu'en ce qui concerne les domaines dans lesquelles elle s'exerce. Elle se distingue des puissances régionales dont les capacités sont limitées en termes géographiques. A cela il convient d'ajouter la notion de superpuissance dont l'existence a été éphémère dans l'histoire et qui a cessé d'exister en 1991. Cette notion, caractéristique d'un ordre international exceptionnellement « simple » car binaire, ne se conçoit donc que lorsqu'elles sont au nombre de deux. D'où la formule parfaitement pertinente de Hubert Védrine qualifiant les Etats-Unis d'« hyperpuissance ». Il était en effet nécessaire de trouver un mot nouveau pour qualifier le nouveau statut des Etats-Unis dans le monde après la disparition de son « adversaire-partenaire » principal.

Mais pour en revenir à ces catégories classiques, rappelons que jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres, seuls deux Etats pouvaient prétendre au statut de « grande puissance » – et étaient reconnus comme tels pas les Autres car l'image projetée est aussi l'un des critères de la puissance. Il s'agit de la France et du Royaume Uni. Affaiblies au lendemain de la première guerre mondiale elles perdent définitivement leur statut en 1945 mais l'une dans l'honneur l'autre, nettement moins ! Ceci dit, si ces deux Etats sont désormais des puissances moyennes ils n'en ont pas moins conservé des intérêts mondiaux.

La Russie, on l'a vu, fut l'autre grand exemple à connaître un tel changement de statut. Mais si la Russie était bien l'une des deux superpuissances, était-elle pour autant une

<sup>1</sup> Rappelons que le mot de superpuissance n'apparaît qu'à la fin de la décennie soixante, au moment où s'engagent les grandes négociations sur la maîtrise des armements (SALT notamment). Auparavant, il est question des « Grands et, parmi eux, des « super Grands »

<sup>2</sup> Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calman Levy, 1962 (chapitre 2)

<sup>3</sup> Par exemple dans le très classique ouvrage de Marcel Merle, *Sociologie des relations internationales*, Paris, Dalloz, 1974 ou, plus récemment, Pierre Buhler, *La puissance au XXIe siècle*, Paris, CNRS, 2011

puissance à la fois « grande » et « mondiale ». Cette question qui pourrait paraître stérile constitue en réalité l'un des passages obligés pour qui veut comprendre la relation de la Russie à la puissance dans le monde actuel.

Il est clair que, depuis le Congrès de Vienne, si la Russie – sauf quelques éclipses, comme entre 1917 et 1941 – peut être considérée comme une grande puissance européenne elle n'a pas pour autant été une puissance mondiale. Au regard de son histoire, la Russie finalement n'a jamais été que puissance régionale. Ceci signifie que, sauf durant une brève période sur laquelle on reviendra, la Russie n'a jamais cherché à exercer son influence au-delà de sa périphérie immédiate c'est-à-dire dans la continuité territoriale de son Etat. Certes, compte tenu de la superficie de la Russie, cela lui laisse un espace considérable allant de l'Europe au Moyen et à l'Extrême Orient.

De plus, l'espace d'exercice de la puissance est étroitement lié à certains types d'armements nécessaires à l'imposition d'une volonté. Puissance continentale par excellence, la Russie a toujours favorisé un armement terrestre et plus particulièrement un armement qui lui permette de projeter sa puissance de feu le plus loin possible des lignes amies mais dans la continuité territoriale du champ de bataille, en l'occurrence l'artillerie et son extension balistique. Celle-ci est considérée comme une arme d'élite en Russie comme en URSS. Pour pouvoir prétendre à la puissance mondiale, il convient de disposer d'outils permettant de projeter sa puissance au-delà des océans c'est-à-dire d'une flotte de haute mer mais aussi de bases et de relais répartis dans le monde. La Russie (URSS) n'a en fait franchi ces limites que durant un très bref laps de temps, au regard de l'histoire de l'Empire, le début de la décennie 1970, lorsque l'URSS dispose des moyens de projection de puissance.

La montée en puissance de la flotte soviétique remonte au lendemain du retrait des missiles de Cuba en 1962. Cette crise a conduit l'URSS à lancer un vaste programme de construction navale qui a trouvé son aboutissement dix ans plus tard, coïncidant avec l'apparition de vides politiques, en Afrique notamment : Angola, Mozambique, Corne de l'Afrique. Elle dispose enfin d'un discours stratégique cohérent pour accompagner cette politique de puissance mondiale avec l'énoncé de la doctrine Gorchkov en 1972<sup>4</sup>. Mais, en 1985, Mikhaïl Gorbatchev considère que la mondialisation de la puissance soviétique non seulement rapporte peu sur le plan économique mais est très coûteuse en termes d'image. Or, Gorbatchev est, par ailleurs, déterminé à réduire les dépenses de défense pour pouvoir lancer une grande politique de réformes économiques avec le succès très relatif que l'on sait. Par ailleurs, l'URSS de cette époque n'a jamais été considérée comme une véritable puissance navale mais, tout au plus, comme une puissance ayant une capacité de déni (*sea denial*), car sa flotte, imposante en tonnage, était moins une flotte de combat qu'une flotte de démonstration de force servant une « stratégie de la canonnière ».

Si donc l'on excepte cette brève période, la Russie – sous quelque régime que ce soit – n'a jamais été qu'une puissance régionale ne pensant sa politique de puissance que dans une relative continuité territoriale avec la « métropole » coïncidant avec les priorités accordées à l'armement terrestre. Qui n'a parlé des « hordes blindées soviétiques » ! Mais ceci est également visible dans la composition de son arsenal nucléaire où la composante terrestre a toujours représenté plus de la moitié de la totalité alors que la composante aérienne n'a guère dépassé les 15 à 20 % de cet arsenal. Les missiles soviétiques ont d'ailleurs, dès l'origine été considérés comme une extension de l'artillerie et non de l'aviation comme dans les pays nucléaires occidentaux. Dès lors se pose la question de la fonction du nucléaire dans la définition de la nature de la puissance. Il apparaît que cette arme n'influe pas sur la dimension géographique d'exercice de la puissance militaire dès lors qu'elle est d'abord un instrument politique avant d'être un outil militaire. Le nucléaire n'a finalement joué qu'un rôle limité dans le temps puisque qu'il n'a été véritablement pertinent que durant la période de

---

<sup>4</sup> Sergei Gorchkov, *Voennaja mochtch' gosudarstva* (la puissance navale de l'Etat), Moscou, Voenizdat, 1976

l'affrontement bipolaire. C'est l'arme par excellence de la superpuissance or, on l'a vu, cette notion est périmée depuis 1991. Le nucléaire donne à l'URSS un pouvoir de décision dans le monde bipolaire mais il ne modifie pas la zone d'application de sa puissance qui reste régionale. La puissance octroyée par le nucléaire n'est susceptible de s'exercer qu'entre pairs et entre pairs qui ne souhaitent pas la voir mise en œuvre<sup>5</sup> et, depuis 1991, aucune menace, à ce jour, ne justifierait l'emploi, ou la menace de son emploi, bien que l'arme nucléaire constitue toujours une garantie de sécurité pour ceux qui en sont dotés.

La Russie n'étant plus superpuissance, elle doit donc être replacée dans les catégories plus traditionnelles. En 1991 elle reste certes la puissance régionale qu'elle n'a jamais cessé d'être, mais l'effondrement quelle connaît durant les années Eltsine la dégrade au rang de puissance moyenne. L'objectif de Vladimir Poutine sera donc, dès 2000 de lui redonner son « rang » de grande puissance.

## II. Le retour de la puissance russe

En 1999, la Russie est très affaiblie, avec un président encore plus impopulaire que son prédécesseur en 1991. Nommé président par intérim le 1<sup>er</sup> janvier 2000, Vladimir Poutine est élu, dès le premier tour, le 26 mars suivant, avec 52% des suffrages et se met en charge de restaurer la puissance perdue. Dans un premier temps, il cherche à se rallier les grâces européennes, puis, lors de son deuxième mandat, celles des Etats-Unis. Mais échaudé par le rejet dont la Russie fait l'objet de la part de ceux qu'elle considérait comme ses partenaires « naturels » et, après la parenthèse Medvedev, Vladimir Poutine décide de se tourner vers d'autres horizons, notamment asiatiques. Puisque la Russie ne peut redevenir puissance avec l'Occident, elle le redeviendra malgré lui voire contre lui. C'est tout l'objet du troisième mandat – passé de quatre à six ans - de Vladimir Poutine et que ce dernier a sans doute muri durant les quatre années de la présidence de son successeur et prédécesseur.

Cette volonté d'un retour de la Russie comme grande puissance s'est manifestée, dans un premier temps dans un discours politique et programmatique qui véhicule sa propre logique et sa cohérence. Mais le discours ne vaut rien s'il n'est accompagné des moyens pour le mettre en œuvre et d'une volonté politique affirmée.

Après les humiliations subies par la Russie – subies mais acceptées car Moscou y voyait aussi certains avantages notamment après les attentats du 11 septembre 2001 – le deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008) est marqué par une volonté de retour de la Russie comme acteur de la scène internationale. Le Kremlin n'acceptera plus d'avaloir les couleuvres qu'ont représentées pour lui la deuxième vague de l'élargissement de l'Otan, le retrait des Etats-Unis du traité SALT 1-ABM, l'installation de bases militaires de l'Otan en Asie centrale (Ouzbékistan et Kirghizie). Si Moscou a cédé – volontairement - à Washington, elle veut désormais traiter comme un partenaire d'égal à égal avec les Etats-Unis – une notion relativement inconnue à Washington ! Mais la réussite de cette ligne d'un « *Russia is back* » est très relative.

Le premier signe visible du changement de ligne est amorcé en 2007, dernière année de son deuxième mandat, lors du discours que Vladimir Poutine prononce à la conférence de Munich sur la sécurité (10 février 2007). Il y dénonce avec virulence l'unilatéralisme des Occidentaux et des Etats-Unis en particulier, l'absence de négociations au lendemain de la fin de la « guerre froide », afin de définir le monde tel qu'il pourrait se dessiner dans cette ère nouvelle. Cette absence de négociation et de définition des nouvelles règles est, selon le président russe, à l'origine même du chaos dans lequel se débat le monde actuel. Autant de thèmes que l'on retrouvera au cours de son troisième mandat.

---

<sup>5</sup> J. C. ROMER, « Armements et espaces d'exercice de la puissance russe », *Relations internationales*, n° 92, hiver 1997, p. 401-415.

En un sens, on peut considérer que la présidence Medvedev a constitué la dernière chance d'une intégration de la Russie dans le monde occidental mais que cette chance n'a pas été saisie malgré les propositions russes, telles la signature d'un nouveau traité de sécurité européenne<sup>6</sup> ou encore le rapport du groupe russe du club *Valdaï* proposant une « alliance pour l'Europe »<sup>7</sup>. Mais aucune de ces propositions n'a retenu l'attention des Occidentaux qui, dans le même temps n'avaient pas plus pris en compte les avertissements de Munich, se contentant de s'en offusquer.

Lorsque Vladimir Poutine revient au pouvoir en 2012, son ambition de restaurer la puissance russe sans l'Europe ni les Etats-Unis apparaît comme une évidence, n'hésitant plus à s'engager même dans une logique de confrontation. Cette ambition a deux faces : d'une part, l'expression d'un déni de l'ordre – ou du non-ordre - international établi et dominé par l'Occident ; d'autre part, l'énoncé d'un projet politique, le tout étant légitimé par une volonté de revanche sur ces années d'humiliation<sup>8</sup>.

### III. La puissance par le déni

Les éléments du discours de Munich en 2007 se retrouvent – avec des variantes, certes – tout au long du troisième mandat de Vladimir Poutine : l'Occident n'a plus de légitimité à gouverner le monde *a fortiori* dans sa pratique unilatérale. C'est un thème que l'on retrouvera dans la plupart des discours du président russe et notamment à l'occasion des grandes messes que sont les sessions annuelles du Club *Valdaï*, un club de réflexion, d'échanges et de débats sur les questions internationales réunissant politiques et experts de tous les pays. Le thème proposé en 2014 par ce Club peut ainsi être considéré à la fois comme une continuité du discours de Munich de 2007 et comme une relance de la contestation de l'ordre international caractéristique du troisième mandat : « ordre mondial : nouvelles règles ou monde sans règles ? »<sup>9</sup>.

Pour le Kremlin, la source de cette situation tient au fait que la fin de la « guerre » froide n'a pas donné lieu à une négociation telle qu'il en est organisé à la suite de tout conflit, et qui tienne compte des intérêts des protagonistes. La Charte de Paris de novembre 1990 ne pouvant être considérée comme le produit d'une telle négociation ne serait-ce que par son caractère non contraignant. Or ce dernier point est justement l'une des grandes constantes des revendications russes comme elle l'était déjà à l'époque soviétique. « La guerre froide est finie mais elle ne s'est pas terminée par la signature d'un traité de paix avec des accords clairs et transparents sur le respect des règles existantes et sur la création de nouvelles règles et normes .... Un diktat unilatéral et l'imposition de son propre modèle produit des résultats opposés à ceux recherchés »<sup>10</sup>. Puisque l'Occident agit à sa guise, mais l'argument n'est pas explicitement avancé par Vladimir Poutine, à quel titre, la Russie ne serait-elle pas autorisée à agir de même comme par exemple en Crimée qui a été annexée six mois plus tôt ?

Quelques deux ans plus tard, cette vision a été précisée dans une revendication tout aussi contestataire de l'ordre établi revendiquant la mise en place d'un monde « post-occidental ». Ce qui peut paraître quelque peu paradoxal dès lors que dans certains cas, Moscou peut aussi

---

<sup>6</sup> Les grandes lignes du traité ont été présentées par Dmitri Medvedev à Berlin le 5 juin 2008 et un projet de traité a été présenté par le Kremlin le 29 novembre suivant

<sup>7</sup> *K sojuzu Evropy* (ou dans sa version en anglais : *Towards an Alliance of Europe*), sous la direction de Sergei Karaganov, [http://valdaiclub.com/a/reports/towards\\_an\\_alliance\\_of\\_europe\\_september\\_2010/](http://valdaiclub.com/a/reports/towards_an_alliance_of_europe_september_2010/)

<sup>8</sup> Sur cette question de l'humiliation voir notamment, Bertrand Badie, *Le temps des humiliés*, Paris, O. Jacob, 2014, 250 p. ou encore, Dominique de Villepin, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, Grasset, 2016, p. 85.

<sup>9</sup> Les discours de Vladimir Poutine y sont disponibles sur le site du président : [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru)

<sup>10</sup> Discours de Vladimir Poutine à la réunion du Club Valdaï, 24 octobre 2014.

se présenter comme défenseur de « valeurs occidentales », notamment dans sa critique de la mise en place d'une « Europe postchrétienne »<sup>11</sup>. Cet argument a d'ailleurs constitué la base de l'argumentation russe pour justifier son intervention directe en Syrie à partir de l'automne de 2015 : la défense des chrétiens d'Orient. Quant aux notions de défense des droits de l'homme et de responsabilité de protéger, le ministre des Affaires étrangères considère que ceux-ci ont été non seulement forgés unilatéralement par les Occidentaux mais que de surcroît, ils ont été largement dévoyés.<sup>12</sup>

Toujours dans ce registre du déni, destiné à légitimer le retour de la Russie sur la scène internationale, Moscou critique depuis d'ailleurs plusieurs années, mais, surtout depuis la chute du colonel Kadhafi en 2011 et la crise ukrainienne de 2014, la possibilité de renverser un régime par la force armée. Il s'agit là de protéger des dirigeants politiques aux mœurs démocratiques plus ou moins douteuses et plus particulièrement de définir des garde-fous destinés à protéger le pouvoir « poutinien », dans une sorte d'autodéfense pour le président russe. Sa hantise est en effet, surtout depuis les manifestations qui ont suivi les élections législatives de 2011, de se voir confronté à l'une de ces « révolutions de couleur » qui ont fait tomber Slobodan Milosevic en 2000, Edouard Chevardnadze en 2003 ou Viktor Ianoukovytch en 2004 puis en 2014. Il s'agit en effet de préserver la toute-puissance du président russe face à des pressions extérieures et notamment celles de ces « fondations » étatsuniennes à la source de ces contestations de pouvoirs en place considérées par le pouvoir russe comme étant le prototype de ces « guerre hybrides » ou « non linéaires », dont on parle beaucoup depuis 2012 mais dont les définitions restent floues<sup>13</sup>.

Critique également ancienne des pratiques occidentales, remontant à l'ère Eltsine et à la première campagne en Tchétchénie, la Russie ne cesse de dénoncer le principe du « deux poids deux mesures » (double standard). Dénonciation certes souvent légitime de la part de la Russie mais que cette dernière sait aussi très bien pratiquer.

Pour résumer cette volonté de puissance par le déni, on peut constater que Moscou chercherait à faire entendre au monde non occidental une voix autre et qui peut recevoir un certain écho lui permettant de proposer une alternative à l'unilatéralisme des Etats-Unis et de leurs « vassaux » européens. Tâche d'autant plus aisée – mais qui n'a pas pour autant de garantie de réussite – que ce monde qu'elle dénonce est lui-même en pleine crise d'identité. La Russie profite ainsi de la crise que traverse l'UE, minée par la crise des réfugiés facteur de division et de montée des populismes les plus réactionnaires et marquée, depuis 2010, par la mise en jachère de la dimension politique et militaire du projet européen<sup>14</sup>. A cela il convient d'ajouter un retrait des Etats Unis de la scène européenne engagé sous la présidence Obama et qui pourrait se poursuivre durant l'incertaine administration Trump. Cette conjoncture a ainsi permis à Moscou de reprendre pied dans un certain nombre de régions de son environnement immédiat pour s'y présenter comme une puissance à part entière et indispensable au règlement des crises et des conflits notamment du Proche et Moyen Orient.

<sup>11</sup> Discours de Sergeï Lavrov à la conférence de Munich sur la sécurité, le 18 février 2017 ([www.mid.ru](http://www.mid.ru))

<sup>12</sup> Discours de Sergeï Lavrov à l'Académie de l'état-major général, 23 mars 2017. Ce thème se retrouve également dans le concept de politique étrangère de la Fédération de Russie du 30 novembre 2016 (Ces deux textes sont disponibles sur le site du ministère : [www.mid.ru](http://www.mid.ru))

<sup>13</sup> La Crimée est, pour l'Occident, une application parfaite de la guerre hybride tandis que, pour la Russie celle-ci se concrétise dans les révolutions de couleur et les printemps arabes. Voir notamment *Nezavisimoe Voennoe Obzrenie*, 16 septembre 2016. En mai 2017, un officier général prévoyait l'engagement d'une nouvelle guerre hybride par les Etats-Unis dans les Balkans, conséquence du projet russe d'installation d'une base militaire en Serbie et de l'adhésion du Monténégro à l'Otan, le 5 juin 2017, *Nezavisimaja Gazeta*, 31 mai 2017.

<sup>14</sup> On peut espérer que les décisions de la Commission et du Conseil européens du 7 juin 2017 mettront un terme à cette situation.

## IV. Les moyens de la puissance et ses champs d'essai

Si les discours sur la puissance retrouvée – ou tout au moins à retrouver – restent relativement optimistes, la question des moyens au service de cette puissance est plus incertaine. Les capacités d'influence de la Russie (*soft power*) restent en effet relativement limitées dès lors, notamment, qu'elle n'a pas su ou voulu utiliser la manne pétrolière des années 2000 pour moderniser son appareil productif. Sa capacité d'attraction par l'économie reste donc extrêmement faible, victime de ce très classique « syndrome hollandais ». De plus, sans même parler des Etats-Unis ou de l'UE, la Russie ne saurait, dans ce domaine, rivaliser avec son voisin et ami chinois. Quant à l'église orthodoxe, autre outil d'influence sur un plan à la fois culturel et politique, elle ne se vend guère ni en Europe ni en Asie. Son soutien aux mouvements populistes a été décevant pour elle en Autriche, aux Pays Bas et en France. Dès lors, il ne reste plus à la Russie qu'à user des moyens de la coercition pour exercer sa puissance. Il est vrai que Moscou propose des armements autrement plus attractifs que ses popes ou que ses idées politiques d'une « démocratie illibérale ».

Pour ce faire, la Russie s'est lancée dans un vaste programme de modernisation de son arsenal qui devrait aboutir à l'horizon 2021. A vingt-quatre heures d'intervalle, Vladimir Poutine a d'ailleurs insisté sur ce point en précisant, d'une part, que les secteurs prioritaires de cette modernisation concernent « le C3I, les missiles stratégiques et les armes stratégiques non nucléaires »<sup>15</sup> ; d'autre part, que si les dépenses de défense avaient presque doublé depuis 2011, passant de 2,7 à 4,7 % du budget en 2016, celles-ci devraient redescendre au niveau de 2011 à la fin de la décennie car l'essentiel de l'arsenal aura été modernisé<sup>16</sup>. De son côté, le secrétaire adjoint du Conseil de sécurité, Mikhaïl Popov précisait, d'une part, que 60% de cette politique de modernisation avait été réalisée et, d'autre part, que la priorité du ministère de la défense portait sur la dotation des forces de missiles stratégiques en missiles RS 24 *Jars* (SSX 29 selon le nom de code Otan) et, pour la marine de nouveaux SNLE de la classe *Boreï* mais dont on sait par ailleurs que les missiles dont ils sont dotés (*Boulava*) ont donné des résultats fort médiocres. Dans la même interview, M. Popov a également précisé que la Russie était désormais dotée de trente-six unités de drones contrôlant quelque 2000 appareils<sup>17</sup>.

Ces réalisations ont ainsi permis à Vladimir Poutine d'affirmer lors de son discours aux militaires du 22 décembre 2016, que la Russie disposait de la supériorité sur n'importe quel agresseur. Les réactions, vexées, de Washington ne se sont pas fait attendre ce qui a permis au président russe, le lendemain, de revenir sur cette affirmation : « il n'est pas question de nier que les Etats Unis ont l'armée la plus puissante du monde... Ce que j'ai voulu dire est que la Russie est plus forte que n'importe quel agresseur et c'est ce dernier mot qui est essentiel »<sup>18</sup>. Certes, l'on n'est plus dans le triomphalisme khrouchtchévien, mais des lectures par trop idéologiques continuent de fonctionner des deux côtés, laissant à l'Autre la possibilité de jouer les donneurs de leçon !

A l'appui de ces chiffres, la Russie a montré avec quelque ostentation les effets de la modernisation de son arsenal soit par des essais d'armes encore à l'étude comme le missile tactique hypersonique « *Zirkon* »<sup>19</sup> destiné officiellement à contrer le projet étatsunien de « *prompt global strike* » et à neutraliser son système antimissile; soit sur le terrain en tirant, par exemple, un missile de croisière depuis un bâtiment navigant en mer Caspienne contre des objectifs djihadistes en Syrie en septembre 2015.

<sup>15</sup> Discours au collège du ministère de la défense, 22 décembre 2016. Le sujet de la modernisation des forces russes est, depuis, devenu un thème récurrent abordé par le quotidien de l'armée russe, *Krasnaja Zvezda*.

<sup>16</sup> Conférence de presse annuelle du président, Moscou, 23 décembre 2016. ([www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru))

<sup>17</sup> Interview de M. Popov, *Krasnaja Zvezda*, 15 mai 2017.

<sup>18</sup> Conférence de presse annuelle du président, Moscou, 23 décembre 2016.

<sup>19</sup> *Nezavisimaja Gazeta*, 21 avril 2017.



Quant à ses missiles sol-air S 300, 400 et, bientôt, 500, leur efficacité n'est plus à démontrer tant sur le plan militaire que comme outil de sa stratégie déclaratoire. Moscou a en effet joué plus d'une fois de cette « diplomatie du S 300 » en annonçant la livraison de ces armes à certains pays en crise ou en conflit sans avoir jamais eu l'intention de la concrétiser. Ce fut le cas avec la Serbie en 1999, avec l'Iran en 2007 et en 2015. Une gesticulation de crise essentiellement destinée à l'Occident mais aussi à certains alliés de la Russie comme l'Arménie à laquelle elle a livré en 2010 des armes, notamment des avions, tout en livrant simultanément des S 300 à l'Azerbaïdjan !

Outre ces démonstrations orales, la Russie a aussi montré sur le terrain ses capacités. Si l'on met de côté les considérations d'ordre politico-stratégique certes très réelles sinon majeures, l'intervention en Syrie représente aussi pour la Russie un champ de manœuvre en grandeur réelle tout à fait exceptionnel. De ce point de vue, son intervention en 2015 s'inscrit dans la même logique que l'intervention soviétique de 1979 en Afghanistan : alors que les Etats Unis avaient eu, au cours de divers conflits, l'occasion de démontrer leur supériorité technique – mais pas nécessairement stratégique – la Russie aujourd'hui comme l'URSS d'hier n'avait pas eu de telles occasions d'expérimenter ses capacités matérielles et humaines sur un champ de bataille<sup>20</sup>. Or, Moscou a prouvé en Syrie que la modernisation de ses forces n'est pas un vain mot, en démontrant notamment des capacités anti-accès qui ont impressionné les observateurs occidentaux.

Toujours dans l'ordre de la modernisation de ses capacités militaires et de la défense de son environnement, il convient de constater que la zone Baltique est devenue un nouvel espace conflictuel entre la Russie et l'Otan où chaque partie cherche à alimenter les craintes réelles ou feintes de l'autre. C'est ainsi que la Russie a déployé de manière définitive à l'automne 2016 des missiles tactiques *Iskander* d'une portée de 4 à 500 km dans son enclave de Kaliningrad, c'est-à-dire capables d'atteindre les principales villes de l'Europe centrale et septentrionale. Ceci a naturellement fait réagir les pays riverains de la mer Baltique. Et si les trois républiques baltes ex-soviétiques ont naturellement réagi avec un excès qui leur est coutumier elles ne furent pas les seules. En effet, la Suède et la Finlande ont à nouveau posé une question qui revient de façon récurrente dans le débat politique de ces deux pays neutres : celle de leur adhésion à l'Alliance atlantique. Or, ceci est, de toute évidence, contraire à l'intérêt de la Russie sauf à promouvoir une politique du pire. Ces tendances se sont encore accentuées après l'annexion de la Crimée en mars 2015 et le conflit du Donbass.

En restant dans ces régions septentrionales, mais plus à l'est, les territoires arctiques sont également l'objet de toutes les attentions de la Russie et de tous les autres pays riverains de cet espace destiné à devenir une zone de coopération nouvelle si l'on est optimiste mais aussi lourde de conflits potentiels ! Et ce malgré les paroles lénifiantes prononcées lors de la réunion du Conseil Arctique qui s'est tenu à Fairbanks le 11 mai 2017<sup>21</sup>. Les Russes ont ainsi renforcé leurs positions militaires dans la région notamment en réactivant, depuis 2014, une base militaire dans l'île de Nouvelle Sibérie au large de la république de Sakha (Iakoutie) considérant que compte tenu de la diversité des enjeux, cette région pourrait être le lieu privilégié d'une nouvelle « guerre hybride »<sup>22</sup>.

Puissance régionale, on l'a vu, la représentation de la puissance russe commence avec son ancien espace impérial, en l'occurrence, la Communauté des Etats indépendants. Ceci est explicite depuis 1991 et n'a jamais cessé d'être au cœur du discours diplomatique russe comme en témoigne le dernier en date des Concepts de politique étrangère adopté le 30

---

<sup>20</sup> La Tchétchénie était un conflit interne ; quant à la « guerre des cinq jours », il s'agissait d'abord de « donner une leçon » à la Géorgie plutôt que de mener une guerre proprement dite.

<sup>21</sup> *Nezavisimaja Gazeta*, 15 mai 2017. Il est vrai que le Conseil Arctique n'est pas habilité à aborder les questions de sécurité

<sup>22</sup> *Nezavismioe Voennoe Obozrenie*, 2 décembre 2016.

novembre 2016<sup>23</sup>. Cette priorité reflète aussi la permanence d'une double obsession séculaire de la Russie : un complexe d'encerclement d'une part et, d'autre part, une hantise de l'instabilité à ses frontières. Ces deux obsessions sont certes critiquées dans nombre de pays occidentaux comme étant sans objet, il n'en demeure pas moins qu'elles sont profondément ancrées dans les visions russes du monde et doivent être prises en compte comme un facteur nécessaire mais non suffisant de l'analyse de sa politique étrangère. Ne pas en tenir compte peut conduire, au mieux à des maladroites, au pire à des catastrophes. Les crises ukrainienne et géorgienne, de même que le conflit gelé de Transnistrie ou encore, dans une moindre mesure, au Karabakh, s'inscrivent aussi dans cette logique. Il est aussi vrai que les conflits gelés constituent autant de variables conjoncturelles de la diplomatie.

Reste bien sûr le cas des cinq républiques d'Asie centrale qui se trouvent dans une situation quelque peu différente. Ces républiques et plus particulièrement le Kazakhstan, la Kirghizie et, dans une moindre mesure l'Ouzbékistan se trouvent en effet partagées entre la Russie dont elles sont politiquement proches et la Chine qui développe une capacité d'attraction certaine. Leur diplomatie, qualifiée de « multivectorielle », consiste donc à jouer d'une certaine équidistance entre leurs deux très grands voisins et de profiter de leur rivalité et de leur complémentarité. Et de ce point de vue l'Organisation de Coopération de Shanghai occupe une place centrale permettant à la fois à la Russie de maintenir son contrôle sur ces républiques et à la Chine d'y accentuer sa présence. Car, pour Moscou, les institutions occupent une place majeure dans son dispositif de restauration de sa puissance.

## V.Des institutions au service de la puissance

Il y a toujours eu chez les Russes une dimension notariale intégrée à leur action extérieure destinée à la légitimer par des documents juridiques, de préférence contraignants. De même, pour asseoir cette légitimité, Moscou a toujours misé sur des organisations internationales ou régionales soit préexistantes, soit créées à son instigation pour servir ses intérêts. Les vingt-cinq dernières années confirment cette tendance.

Dans sa représentation d'un monde multipolaire « post occidental », l'ONU constitue le sommet de cette pyramide institutionnelle. Sa légitimité - certes parfois contestée - fait d'elle, selon Moscou « l'organisation principale de régulation des relations internationales... et elle doit le rester au XXI<sup>e</sup> siècle car elle a démontré qu'il n'existait pas d'alternative pour représenter la légitimité internationale »<sup>24</sup>. A ces arguments avancés par la Russie, il convient naturellement d'ajouter le fait que celle-ci y dispose du droit de veto en tant que membre permanent de son Conseil de sécurité, ce qui bien sûr n'est pas négligeable dans cette mise en avant de l'ONU. Certes, elle manifeste parfois quelques inquiétudes sur la pérennité de l'Organisation mondiale comme conséquence en particulier de l'hostilité dont les Etats-Unis font montre à son égard<sup>25</sup>.

Concernant l'Otan, souvent amalgamée aux Etats-Unis par Moscou, une mutation profonde dans la vision russe est intervenue en décembre 2015, qui malheureusement a été peu relevée dans le monde occidental fruit d'une certaine paresse intellectuelle de certains décideurs à la vision plus dogmatique que réaliste<sup>26</sup>. Jusqu'en décembre 2015, l'Otan était en effet considérée dans tous les textes programmatiques russes comme un « danger » (*opasnost'*)

<sup>23</sup> Disponible sur le site du Kremlin : [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru) en date du 30 novembre 2016.

<sup>24</sup> Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie du 30 novembre 2016, art. 3 §d et art. 24

<sup>25</sup> *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 19 mai 2017

<sup>26</sup> Un des rares commentaires de ce changement a été rédigé dans une note de la FRS par I. FACON « La nouvelle stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie (présentation analytique) », *Note de la FRS*, n° 5, 10 février 2016

correspondant aux défis dont parle par exemple le Livre blanc français et non comme une menace (*ugroza*). Et plus précisément ce n'était pas l'Otan elle-même qui était considérée de la sorte mais le « rapprochement de ses infrastructures militaires des frontières de la Fédération de Russie » en d'autres termes, son élargissement. Or, pour la première fois depuis 1991, ce « rapprochement de l'Otan » n'est plus considéré comme un danger mais comme une menace à part entière selon la dernière « Stratégie de sécurité nationale » adoptée le 31 décembre 2015<sup>27</sup>. Un changement qui est loin d'être innocent et qui est naturellement à rapprocher de la crise ukrainienne et des sanctions adoptées contre la Russie par le monde occidental. Il convient toutefois de remarquer que les Russes eux-mêmes n'ont guère insisté sur cette mutation que l'on doit sans doute percevoir comme un signal ou un avertissement plus que comme un changement radical de politique.

Cette méfiance originelle à l'égard de l'Otan explique aussi pourquoi, au moins dans un premier temps, Moscou a insisté sur le rôle que pourrait jouer, dans un monde post-bipolaire, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) puis son organisation (OSCE). Cet organisme regroupe en effet la totalité des pays européens, sans exclure les Etats-Unis et le Canada, et, surtout, n'était dominée par aucune puissance, Washington n'y accordant alors qu'un faible intérêt. Cette espérance s'est évanouie en 1999, lorsque, pour la première fois, lors de son sommet d'Istanbul, l'OSCE a critiqué – certes en termes fort diplomatiques – la Russie pour sa deuxième campagne en Tchétchénie. Cette méfiance nouvelle de la Russie envers l'organisation paneuropéenne est allée jusqu'à envoyer des signaux ambivalents sur son possible retrait à l'automne 2007. Ce qui est officiellement reproché à l'OSCE est d'avoir été « incapable de matérialiser la mise en place d'une architecture européenne apportant à tout l'espace euro-atlantique sans exception une organisation fondée sur des principes cohérents et juridiquement contraignants disposant des outils nécessaires »<sup>28</sup>.

On ne parlera pas de l'Union européenne avec laquelle Moscou a certes très vite établi un partenariat qui, fût-il stratégique, n'envisageait d'un commun accord aucune perspective d'adhésion ; pas plus que du G8 qui, en raison de la crise ukrainienne, est redevenu G7. Dans de telles conditions il était difficile pour Moscou d'utiliser une quelconque institution euro-atlantique pour faire passer son message d'un monde multipolaire dans lequel elle occuperait une place majeure lui permettant de retrouver son « rang » de grande puissance. Ainsi, rejetée par l'Occident, elle va se tourner – certes sans illusion excessive – vers des espaces plus orientaux notamment asiatiques.

Dès 1992, la Russie a commencé à créer des institutions autour, dans un premier temps, des pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Cette dernière, créée le 8 décembre 1991 regroupait onze puis douze Etats membres<sup>29</sup>, autant de républiques ex-soviétiques qui s'interrogent toujours sur le fait de savoir si cette communauté constituait une « instance de divorce » ou une tentative de reconstitution de l'Empire. Ce dernier soupçon tenait au fait, d'une part, que la CEI a, dès l'origine, constitué la priorité de la politique étrangère russe<sup>30</sup> ; d'autre part, que Moscou a considéré que sa sécurité commençait aux frontières extérieures d'une CEI constituant un espace stratégique unique. Ceci dit, le Kremlin a dû se faire plus discret sur ces points compte tenu des pertes successives de son monopole

---

<sup>27</sup> Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie, article 15, [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru) en date du 31 décembre 2015

<sup>28</sup> Discours de Sergèï Lavrov à la conférence de Munich, le 6 février 2010 ([www.mid.ru](http://www.mid.ru))

<sup>29</sup> La Géorgie n'y a adhéré qu'en 1993, à la fin de sa guerre civile. La CEI n'en compte plus que onze depuis le retrait de la Géorgie, effectif en 2009, à la suite de la « guerre des cinq jours ». Quant à l'Ukraine l'annonce de son retrait n'a jamais été officialisé mais on ne peut plus la considérer comme l'un de ses Etats membres de fait

<sup>30</sup> Ceci est encore inscrit dans la dernière « conception de la politique étrangère « russe de novembre 2016 (articles 49 à 59)

dans cet espace et notamment en Asie centrale à la suite de l'intervention occidentale en Afghanistan en 2001 et, depuis 2014, avec la crise ukrainienne.

S'agissant de l'espace stratégique de la CEI il est, partiellement, couvert par le traité de sécurité collective signé à Tachkent le 15 mai 1992 et devenu « Organisation » (OTSC) en 2002. L'une des caractéristiques de l'OTSC est de ne comprendre qu'un nombre limité de pays de la CEI : la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan, c'est-à-dire des républiques extérieures à la partie européenne de l'Empire, à l'exception de la Biélorussie et donc poussant la Russie dans ses espaces les plus orientaux<sup>31</sup>. Si cette alliance militaire permet à la Russie d'exercer un certain contrôle sur les politiques de défense et de sécurité de ses alliés, notamment en organisant des exercices militaires souvent importants, son efficacité reste pour le moins très relative. Seul le système intégré de défense anti-aérienne et spatiale paraît faire montre d'une certaine efficacité. Quant à la lutte contre le terrorisme, ses moyens et son efficacité sont limités d'une part par la concurrence d'autres organisations et, d'autre part, par un refus, notamment de l'Otan, d'envisager toute coopération dans quelque domaine que ce soit avec un organisme dominé par la Russie et ce, bien avant la crise ukrainienne. Car, comme ce fut le cas avec la Pacte de Varsovie, on est bien - et c'est le seul élément de comparaison envisageable - dans une institution dominée par la seule Russie. Le concept stratégique de l'OTSC adopté le 14 octobre 2016, en témoigne amplement ne serait-ce que par ses similitudes avec la doctrine militaire russe. Mais c'est encore plus à l'Est qu'il convient de regarder pour envisager les perspectives de restauration de la puissance russe qui compte aussi sur la puissance - autrement plus réelle et efficace - de son voisin chinois notamment par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

L'OCS est instituée le 15 juin 2001 sur la base du « groupe de Shanghai » créé lors de la visite de Boris Eltsine en Chine en avril 1996. Les deux pays signent d'abord un accord de partenariat stratégique prévoyant une coopération notamment dans les domaines, nucléaire, et militaro-industriel. Cet accord est étendu à trois autres pays d'Asie centrale : le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan. En 2001, l'Ouzbékistan rejoint la nouvelle organisation. Le premier texte significatif adopté au moment de la création de l'OCS est une « convention sur la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme » autant de maux qui hantent autant la Russie et la Chine que leurs « petits » voisins d'Asie centrale. A la différence de l'OTSC, qui est une alliance militaire, l'OCS s'apparenterait plutôt à un système de sécurité collective similaire à l'OSCE. Leur fonction n'est donc pas la même ; de plus l'OCS, dont le siège est à Pékin, est, contrairement à l'OTSC, largement dominée par la Chine mais la Russie y voit aussi son intérêt. L'ampleur prise par l'OCS, qui doit notamment s'élargir à l'Inde et au Pakistan<sup>32</sup>, constitue autant pour Moscou que pour Pékin l'amorce d'un pôle concurrentiel à une vision euro-atlantique du monde notamment en représentant près de la moitié de la population mondiale. Lors du même sommet d'Oufa, les BRICS ont de leur côté décidé de créer une « banque de développement ainsi qu'un fond commun de réserve de change » destinés explicitement à concurrencer un « système de Bretton Woods, proche de la banqueroute »<sup>33</sup> et plus particulièrement le FMI.

Toutefois, face à ce « pivot asiatique » pris par la Russie, il convient de constater que c'est plus la Chine que la Russie qui constitue le moteur principal de cette mutation. Le projet

<sup>31</sup> L'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, signataires du traité de 1992 et la Géorgie en 1993 l'ont quitté en 1999. L'Ouzbékistan rejoint alors le GUUAM en 1999 puis quitte cet organisme « informel » en 2006 pour réintégrer l'OTSC et décide enfin, de « suspendre » sa participation en juin 2012.

<sup>32</sup> La décision en a été prise lors du sommet de l'OCS qui s'est tenu à Oufa du 7 et 8 juillet 2015 [www.sco-russia.ru/load/1013640909](http://www.sco-russia.ru/load/1013640909) et qui précédait un sommet des BRICS dans la même ville les 9 et 10 juillet. L'adhésion effective de ces deux pays a eu lieu au sommet de l'OCS à Astana, le 6 juin 2017.

<sup>33</sup> Déclaration du sommet d'Oufa, 9 juillet 2015 (article 13) <http://www.brics.utoronto.ca/docs/150709-ufa-declaration-ru.pdf>

chinois de nouvelle route de la soie en est une démonstration parmi d'autres. Son tracé continental, reliant la Chine à la mer du Nord a bien pris soin, à la différence des projets occidentaux des années 1990, de ne pas contourner le territoire de la Russie. La question qui se pose dès lors est de savoir si cette même Russie aura les capacités financières et techniques pour assurer le bon fonctionnement des infrastructures correspondant aux exigences de la Chine. Cette dernière n'entend pas, en effet, laisser freiner sa dynamique en traînant derrière elle un éventuel « poids lourd » russe.

Enfin, toujours dans cette perspective d'un pôle alternatif de puissance reposant sur un « couple » sino-russe, les deux pays ont organisé des exercices militaires à très forte symbolique. En effet, depuis leur réconciliation, les deux pays, sans doute d'un commun accord, ont toujours fait preuve d'une grande réserve pour soutenir l'autre dans les contentieux qui les opposent à certains de leurs voisins. Pékin n'a guère soutenu Moscou dans la guerre des cinq jours ou dans la crise ukrainienne, pas plus que la Russie ne soutient la Chine dans ses contentieux territoriaux en mer de Chine méridionale. Or, en mai 2015, dans le cadre de l'OCS ont eu lieu d'importants exercices navals russo-chinois en mer Méditerranée où la Chine est en général peu présente ; dix-huit mois plus tard, la flotte russe participe à un exercice similaire avec les Chinois, en mer de Chine méridionale. Même s'il s'avère que, pas plus Moscou que Pékin, n'envisagent de modifier leurs comportements respectifs s'agissant des contentieux territoriaux de leur voisin, le signal envoyé mérite d'être pris en considération.

## VI. Conclusion

S'il fallait tirer un bilan de cette réflexion générale sur la puissance russe, on ne peut que constater la permanence de certains clichés sur ce vaste territoire : colosse aux pieds d'argile, « puissance pauvre »<sup>34</sup>. Toutefois, il convient aussi de jauger les capacités d'influence de la Russie avec des lunettes non occidentales. Il apparaît alors que les capacités d'entraînement de la Russie comme voie alternative au libéralisme occidental sont sans doute moins négligeables qu'il n'y paraît. Il est vrai que, dans ce cas, la Russie n'est pas seule et que la Chine représente un poids autrement plus considérable. S'il est un point toutefois sur lequel il est difficile pour Moscou de faire des concessions c'est sur la représentation de son espace impérial. C'est d'ailleurs ce qui la rapproche de la Chine qui a une vision similaire.

---

<sup>34</sup> Pour reprendre la formule de Georges Sokoloff : *La puissance pauvre, une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Fayard, 1993.